

Pourquoi les cours du pétrole sont si stables... et vont le rester

L'examen de l'évolution des cours du pétrole met en évidence une grande stabilité. La photographie depuis le début de l'année donne une baisse des cours du baril de 2,2 %. Sur un an, on pointe une progression de 0,7%. Avec un peu plus de recul, le pic de juin à près de 115 dollars pour le Brent a seulement permis de retrouver les niveaux de l'été 2013 et, autour de 108 dollars, le baril est dans la fourchette basse 100/120 de son évolution depuis le début de 2011.

Le constat laisse un peu perplexe. A la déstabilisation de la Libye et de la Syrie qui s'enlisent dans des spirales de désordre, s'est ajoutée une partition de fait de l'Irak, le bras de fer des Américains et de leurs alliés avec la Russie sur la question de la Crimée et même de l'Ukraine et, aujourd'hui un nouvel embrasement en Israël. Les pays en cause directement et indirectement (pour l'ensemble des pays du Golfe) recèlent près des trois quarts des réserves trouvées de pétrole brut.

Au bilan pas d'affolement, au contraire et même une apparence de sérénité mesurée dans les évolutions du marché.

Une offre de brut qui va excéder la demande

Les théoriciens – nombreux et très présents dans les débats – d'une énergie destinée à se renchérir sans cesse sont une nouvelle fois démentis par les faits. Au-delà des cours de brut eux-mêmes, on constate une réduction des perspectives d'activités des sociétés de services pétroliers, exprimées par les managements, mais aussi perceptibles dans les cours de Bourse. Un an après l'alerte que l'italien Saipem avait donné pour l'ensemble du secteur, les cours des spécialistes européens sont toujours sous pression, à l'inverse, on doit le noter, les géants américains Schlumberger et Haliburton, ont établi de nouveaux records en Bourse en ce mois de juillet.

Cette conjoncture stabilisée sur le plan des marchés se retrouve dans les données fondamentales. Les statistiques ajustées mois après mois par l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) montrent une demande mondiale qui n'excède pas la production. La demande mondiale estimée à 92,6 millions de barils/jour en 2014 en prenant en compte l'accélération attendue d'ici à la fin de l'année, est couverte à hauteur de 60,6 % par les pays n'appartenant pas à l'OPEP. Malgré un apport irakien sensiblement en retrait sur ce qui était prévu, l'organisation a bien du mal à limiter son offre au niveau qui équilibrerait les choses. L'offre a toutes les chances d'excéder la demande et, pourtant, les cours du baril, de ne pas s'affranchir en hausse de la zone 105/110 dollars.

Les cours actuels satisfont les objectifs d'indépendance énergétique des Etats-Unis

On peut s'arrêter sur la question des équipementiers. La différence notée entre les perspectives des européens et des américains tient aux tensions politiques qui conduisent les grandes compagnies à abandonner certains projets et, finalement à concentrer leurs investissements, en privilégiant les facteurs de taille et de sécurisation des productions. Elle tient aussi évidemment au pari des gaz et pétroles de schiste ou de sable – dits «non conventionnels». L'avance des parapétroliers américains et canadiens est à la hauteur des enjeux financiers largement internes à la zone, et le tournant a été pris en avance sur les spécialistes européens, un peu figés dans le « conventionnel » par leurs grands clients.

La stratégie américaine d'indépendance énergétique – qui devrait atteindre son objectif dans les trois ans – se mesure à cette analyse, purement boursière en apparence, des sociétés de services pétroliers. L'investissement nationaliste se

trouve dans le changement de donne de l'exploitation des huiles et gaz «non conventionnels», mais aussi dans les investissements dans des champs locaux.

Les plus grands noms classiques du secteur – les américains- se retrouvent ainsi les plus aptes à jouer une redistribution des cartes qui est certes mondiale, mais marquée d'un volontarisme national.

En revanche, il n'y a pas d'objectif de baisse des coûts de l'énergie, qui pourtant, classiquement amorcerait les cycles de croissance et assurerait leur développement. Au contraire, un reflux limiterait les possibilités d'exploitation des ressources internes des Etats-Unis en effaçant leur rentabilité et au-delà. On aura compris que le maintien de cours élevés – disons 100/120 dollar pour un baril de brent – solvabilise les industriels américains du secteur dans les domaines classiques (y compris offshore) comme non conventionnels.

Ce qui est bon pour l'Amérique, elle sait l'imposer

Rien de nouveau sous le soleil dira-t-on : l'évolution des prix de l'énergie, des cours du pétrole est le reflet de la croissance économique, mais aussi de la gouvernance géopolitique mondiale. L'évolution du cycle mondial montre une expansion qui s'est limitée (3,4 % cette année selon les estimations du Fonds Monétaire International) et qui s'est rééquilibrée au profit des pays moins consommateurs (les pays de l'OCDE) et au détriment des pays émergents. Dans cette convergence, on notera un souci réel de la part de la Chine, en particulier de son président Xi Jinping qui est un ingénieur en génie chimique, pour orienter les investissements (publics par définition) vers une croissance plus verte et, surtout moins dépensière en termes énergétiques.

Mais la gouvernance géopolitique est un facteur tout aussi puissant, et, aujourd'hui, au-delà de conflits locaux, ce sont les intérêts américains qui fixent la règle du jeu. Les Etats-Unis ne sont pas accrochés à une énergie bon marché pour soutenir leur croissance, mais à une indépendance énergétique qui leur permettra de ne pas supporter cette énergie comme une taxe extérieure, mais comme une activité interne (voir exportatrice à horizon 2018) qui concoure à la richesse nationale. Si pour cela, les autres industries doivent supporter un coût élevé, ce n'est qu'affaire de transfert interne.

Ce baril de pétrole figé entre 100 et 120 \$, c'est donc bon pour l'Amérique. Et l'Amérique estime toujours que ce qui est bon pour elle l'est pour le monde. Alors, il n'y a pas de vrai paradoxe à la stabilité des cours du brut. Et elle devrait durer.